

Paris, le **30 MAI 2024**

**Le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires**

**La ministre de la Culture**

à

**Mesdames et Messieurs les préfets de région et préfets de département**

- Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT)
- Directions régionales des affaires culturelles (DRAC)

Référence	2024/D/10187
Date de signature	
Émetteur	Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires Ministère de la Culture
Objet	Instruction relative à la mise à jour des sites inscrits prévue à l'article L. 341-1-2 du code de l'environnement (modifié par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages)
Commande	Action
Action(s) à réaliser	Élaboration de la seconde liste de sites inscrits à désinscrire par décret
Échéance	31 décembre 2024
Contact utile	<a href="mailto:Qv1.Qv.Dhup.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr">Qv1.Qv.Dhup.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr</a>
Nombre de pages et annexes	5 pages, 1 annexe (fiche d'analyse)

Avec l'objectif de redonner toute sa valeur à la politique des sites inscrits, l'article 168 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (article L. 341-1-2 du code de l'environnement) a introduit un dispositif visant à effectuer avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, une mise à jour des 4800 sites inscrits existants en les répartissant en trois groupes, qui feront l'objet :

- 1° soit d'une mesure de classement en application de l'article L. 341-2 du code de l'environnement ou d'une mesure de protection au titre du code du patrimoine, lorsque leurs caractéristiques justifient ces mesures ;
- 2° soit d'un décret mettant fin à leur inscription, pris après mise à la disposition du public, selon les modalités prévues aux II à IV de l'article L. 120-1 du code de l'environnement, et après consultation de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, lorsque cette mesure est justifiée par leur état de dégradation irréversible ou par leur couverture par une autre mesure de protection, de niveau au moins équivalent, prévue au code de l'environnement ou au code du patrimoine ;
- 3° soit d'un maintien sur la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L. 341-1, par arrêté du ministre chargé des sites et, en Corse, par délibération de l'Assemblée de Corse après avis du représentant de l'État.

Le législateur a fixé au Gouvernement un délai de 10 ans pour la mise en œuvre complète de ce dispositif, qui a donc vocation à s'étaler, par étape, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles seront conduits, au niveau départemental, l'évolution des sites inscrits vers une mesure de classement, l'élaboration de la seconde liste de sites inscrits à désinscrire par décret et le maintien des sites inscrits.

## **1. Mesures de classement des sites inscrits**

Il vous appartient de faire évoluer les sites inscrits de forte valeur patrimoniale vers une protection plus forte, en engageant une procédure de classement au titre des sites, pour les paysages les plus remarquables, ou au titre des sites patrimoniaux remarquables (SPR), pour les secteurs bâtis, par exemple pour les centres anciens. Le périmètre du projet de site classé ou de SPR pourra comprendre plusieurs sites inscrits, si leur regroupement au sein d'un site unifié présente une cohérence.

Pour les protections au titre des sites, vous vous réfèrerez à la liste indicative des sites majeurs restant à classer établie en 2019 (instruction du Gouvernement du 18 février 2019). Des sites non répertoriés sur cette liste pourront également être proposés au classement. Dans certains cas, il pourra s'agir d'une extension d'un site classé existant.

À l'occasion d'une mesure de classement (initée ou non pour faire évoluer un site inscrit vers un classement), une réflexion sur le périmètre du ou des sites inscrits existants peut être engagée. L'opportunité de désinscrire des secteurs qui n'ont pas vocation à être maintenus en tant que site inscrit pourra être étudiée, de même que l'opportunité d'inscrire des zones contigües non protégées. Ce travail de redéfinition du périmètre ne devra pas remettre en question l'objet de la protection, ni porter atteinte à la cohérence du périmètre (en particulier, il ne devra pas créer d'enclave non protégée). L'analyse liée à la désinscription de secteurs pourra s'appuyer sur les critères à retenir pour des motifs évidents et certains de désinscription présentés au point 2.2 de la présente instruction.

## **2. Décret mettant fin à l'inscription des sites en état de dégradation irréversible ou couverts par une autre mesure de protection**

Un premier décret mettant fin à l'inscription de sites inscrits a été publié au *Journal officiel de la République française* du 10 mai 2022. Sur un total de 4800 sites inscrits initialement, il désinscrit 533 sites, dont 503 sites couverts par une protection patrimoniale de niveau au moins équivalent, et 30 sites considérés comme en état de dégradation irréversible et ne pouvant pas être restaurés.



Une nouvelle étape doit à présent être engagée pour élaborer une seconde liste de sites inscrits à désinscrire par décret, afin de désinscrire les sites remplissant les conditions de l'article L. 341-1-2 du code de l'environnement et n'ayant pas encore fait l'objet d'une telle mesure.

## **2.1 Organisation et méthode**

Au préalable, au sein des services déconcentrés du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, vous effectuerez une vérification des périmètres des sites inscrits sur le géo-portail de l'urbanisme (GPU), pour vous assurer de leur parfaite cohérence avec les périmètres définis dans les arrêtés de protection. Si une inexactitude est relevée, vous veillerez à ce que celle-ci soit corrigée dans les meilleurs délais.

Sur le fondement de l'état des lieux des sites inscrits existants réalisé par vos services dans le cadre de l'instruction DGALN du 6 août 2013, et de la connaissance dont disposent les architectes des Bâtiments de France et les inspecteurs des sites en DREAL, vous établirez une liste de sites irréversiblement dégradés ou couverts par une autre protection de niveau au moins équivalent, dont le diagnostic est connu, et qui, de manière évidente et certaine, peuvent être désinscrits sans justifier d'études préalables spécifiques. La partie 2.2 de la présente instruction précise les critères à retenir pour des motifs évidents et certains de désinscription.

Vous solliciterez les architectes des Bâtiments de France et les inspecteurs des sites pour travailler de manière conjointe. Ils devront renseigner, pour chaque site proposé, la fiche d'analyse ci-jointe, afin d'apprécier l'opportunité de la désinscription du site.

Vous informerez la ou les communes ou EPCI concernés et vous recueillerez leur avis.

La liste des sites à désinscrire sera présentée en commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), dans sa formation spécialisée « sites et paysages ». Le dossier sera rapporté par la DREAL. Il comprendra la fiche d'analyse, les documents justificatifs listés dans la fiche d'analyse, et tous les autres éléments de nature à éclairer les membres de la commission.

Vous transmettez, sous forme numérique et selon les modalités précisées dans la fiche d'analyse, les dossiers au ministre chargé des sites, en les versant dans la section « documents » de l'espace de travail « Sites inscrits\_Désinscription » créé dans l'outil « Bureau numérique - Bnum » du ministère. Pour chaque site, le dossier comprendra la fiche d'analyse complétée après passage en CDNPS et signée par l'architecte des Bâtiments de France et l'inspecteur des sites, les documents justificatifs (indiqués dans la fiche d'analyse) et le compte rendu de la CDNPS.

Vous complétez également le document de synthèse par région se trouvant dans l'espace de travail « Sites inscrits\_Désinscription ».

L'espace de travail est accessible via le lien suivant : <https://mel.din.developpement-durable.gouv.fr/bureau/?task=workspace>. Les demandes d'ajout à cet espace de travail devront être adressées à l'adresse suivante : [Qv1.Qv.Dhup.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Qv1.Qv.Dhup.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr).

**Vous voudrez bien verser les dossiers et compléter le document de synthèse d'ici le 31 décembre 2024 au plus tard.**

Après consultation du public et de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (CSSPP) par le ministre chargé des sites, la désinscription des sites retenus sur la liste sera prononcée par décret simple. Après publication du décret, il appartiendra aux services déconcentrés du MTECT de mettre à jour le géo portail de l'urbanisme.

## **2.2 Critères à retenir pour des motifs évidents et certains de désinscription**

### **A. Les sites inscrits couverts par une protection de niveau au moins équivalent**

Ces protections concernent :

- les sites classés ;
- les monuments historiques ;
- les périmètres délimités des abords au sens de l'article L. 621-30 du code du patrimoine (les périmètres « automatiques », d'un rayon de 500 mètres, générés autour des monuments historiques ne sont pas concernés) ;
- les sites patrimoniaux remarquables ;
- les cœurs de parcs nationaux ;
- les réserves naturelles nationales.

En cas de superposition d'un site inscrit avec l'une des protections visées ci-dessus, le site concerné figurera sur la liste des sites à désinscrire, dès lors que les deux conditions ci-dessous sont remplies :

- a) la protection permet de façon certaine de garantir les intérêts ayant présidé à l'inscription du site ;
- b) la protection couvre intégralement le site inscrit. Une appréciation pour tenir compte d'une éventuelle divergence des périmètres, qui ne pourra être que marginale, est possible à partir d'une analyse détaillée.

### **B. Les sites inscrits irréversiblement dégradés en totalité**

Les sites concernés devront répondre aux trois critères cumulatifs suivants :

- a) le site a perdu les caractéristiques ayant justifié son inscription ; l'objectif de protection qui a pu prévaloir au moment de l'inscription (présenté dans le rapport de présentation) ne peut plus être atteint. Dans certains cas, l'élément protégé aura totalement disparu (arbre mort, pont emporté par une crue, etc.) ;
- b) le site ne peut être restauré. Les sites dégradés pouvant faire l'objet d'une opération de requalification ne seront pas proposés à la désinscription ;
- c) le site est dégradé en totalité ; il justifie d'être désinscrit dans sa totalité sans qu'il y ait lieu de procéder à une nouvelle délimitation.

Ne sont pas considérés comme des sites dégradés les sites, quand même dégradés, dont le motif d'origine a disparu, mais qui ont développé d'autres qualités justifiant le maintien de l'inscription.

### **C. Cas particulier des sites partiellement dégradés**

Le cas échéant, l'opportunité de désinscrire des secteurs irréversiblement dégradés, qui n'ont pas vocation à être maintenus en site inscrit, pourra être étudiée, si la désinscription partielle ne remet pas en question l'objet de la protection et ne porte pas atteinte à la cohérence du périmètre.

Les secteurs concernés devront répondre aux trois critères cumulatifs suivants :

- a) le secteur a perdu les caractéristiques ayant justifié son inscription ;
- b) le secteur ne peut être restauré ;
- c) le secteur est situé sur les franges du site inscrit ; sa désinscription ne crée pas une enclave non protégée au sein du site inscrit.

### 3. Le maintien des sites inscrits

Les sites non concernés par une évolution vers un classement ou par une mesure de désinscription seront maintenus en tant que sites inscrits. Dans ce cas, aucune démarche n'est nécessaire.

Il s'agira notamment de sites naturels ou ruraux peu construits, ou de sites jouant un rôle de « zone tampon » ou d'accompagnement d'un site classé, par exemple des secteurs bâtis situés au sein d'un grand paysage protégé par un site classé, ou encore d'enveloppe autour d'espaces protégés d'une autre nature.

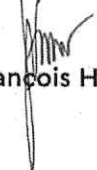
L'inscription permet un suivi de l'évolution du site par les services de l'État, avec un avis de l'architecte des Bâtiments de France sur les projets, d'introduire la notion d'espace protégé dans le raisonnement des acteurs de l'urbanisme, et d'instaurer un dialogue avec les collectivités sur les qualités du site et l'intérêt de sa protection.

Nous vous demandons de veiller personnellement à la bonne mise en œuvre de la présente instruction et de nous faire connaître les difficultés que vous pourriez rencontrer dans son application.

Le directeur général de l'aménagement,  
du logement et de la nature

  
Philippe MAZENC

Le directeur général des patrimoines  
et de l'architecture

  
Jean-François HEBERT

